

60 ANS

# Rapport d'activités 2024



60 ANS

Rapport  
d'activité  
2024





# 1964 - 2024

## le Comité français de l'UNICEF a 60 ANS

Créé le 3 septembre 1964, pour permettre la vente des célèbres cartes de vœux par quelques dizaines de bénévoles, c'est aujourd'hui une organisation solide, dont le siège est à Paris, mais dont les forces vives, nos 5 000 bénévoles sont présents sur tout le territoire, à travers nos 22 comités et nos 130 antennes locales. Ensemble pour mobiliser, collecter, sensibiliser et défendre droits de l'enfant.

C'est donc à eux, et à tous les acteurs impliqués à l'UNICEF France que nous dédions ce rapport d'activités. Pour un très bel anniversaire.... Pour chaque enfant.



© UNICEF France

# Adeline Hazan

Présidente de l'UNICEF France

Je vous dis ma fierté et vous remercie chacune et chacun, au nom de chaque enfant.



2024 fut une année importante et riche pour l'UNICEF France au cours de laquelle nous avons porté et développé des projets qui ont permis, tant en France qu'à l'international d'obtenir de très beaux résultats pour le respect des droits de l'enfant.

**Cette année fut aussi celle d'un triple anniversaire.**

Nous avons en effet célébré à la fois les 35 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant, les 60 ans de la création du Comité français de l'UNICEF ; enfin les 100 ans de la première déclaration des droits de l'enfant, dite déclaration de Genève. Dans cette déclaration, était affirmé le devoir pour toutes les nations de respecter le droit des enfants à disposer des moyens nécessaires à leur développement, à leur protection, à faire entendre leur voix, à accéder à l'éducation et à la santé.

**Cette ambition, nous l'avons faite nôtre. Elle est notre raison d'être et notre ADN depuis 60 ans.**

Tout au long de l'année 2024, nous avons placé la lutte contre

la pauvreté et l'exclusion au cœur de nos priorités. Cette thématique a été le fil rouge de l'année, et nous l'avons mise en lumière au travers notamment du Prix UNICEF de Littérature Jeunesse, de la Consultation nationale dont les résultats ont été présentés à l'occasion de la journée mondiale de l'enfance, et bien sûr le premier Forum Hope by UNICEF du 19 novembre dernier à la Maison de la Radio et de la Musique à Paris.

Nous avons obtenu des résultats marquants comme le renforcement des droits de l'enfant dans les programmes scolaires, la création d'un collège des enfants dans la gouvernance nationale de protection de l'enfance, des mesures en faveur de la santé mentale lors des Assises de la santé de l'enfant et le maintien des capacités d'hébergement d'urgence pour les enfants à la rue.

A l'international, nos équipes sur le terrain ont été présentes pour répondre aux multiples urgences survenues cette année encore. Il serait vain de passer en revue ces dramatiques événements qui

ont vu la vie de milliers d'enfants se fracasser sur tant de guerres et de catastrophes. Je pense aux enfants afghans, somaliens, soudanais, haïtiens, congolais, libanais, palestiniens ou ukrainiens bien sûr au tragique destin des 2 enfants israéliens, otages du 7 octobre qui ne reviendront pas.

Parce que la faim subsiste, parce que les catastrophes naturelles et les conflits se multiplient, nous poursuivons sans relâche notre mission d'avoir la capacité d'agir à chaque instant, pour chaque enfant.

Ainsi, grâce à votre énergie, votre engagement et à votre mobilisation, nous avons pu alerter sur des situations inacceptables, parfois méconnues ou ignorées, faire bouger les lignes, faire entendre notre voix et celle des enfants, pour le respect inconditionnel de leurs droits.

Pour toutes ces raisons, je vous dis ma fierté, une fois encore, de présider l'UNICEF France, et vous remercie chacune et chacun, au nom de chaque enfant.





# Notre présence dans le monde

L'UNICEF œuvre à la protection des droits de chaque enfant, en particulier ceux des plus défavorisés et des plus difficiles à atteindre. Dans plus de 190 pays et territoires, nous mettons tout en œuvre pour aider les enfants à vivre, à s'épanouir et à réaliser leur potentiel.

## AFRIQUE EST et AUSTRALIE



## AFRIQUE OUEST



## AMÉRIQUE LATINE



## ASIE EST et PACIFIQUE



## ASIE SUD



## EUROPE et ASIE CENTRALE



## MOYEN-ORIENT



## L'UNICEF EN QUELQUES MOTS

L'UNICEF – pour *United Nations International Children's Emergency Fund*, soit **Fonds des Nations unies pour l'enfance** – est une **agence des Nations unies**, créée en 1946 au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Elle est aujourd'hui chargée, dans le monde, de **défendre les droits des enfants**, de répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement.

La **priorité est donnée aux enfants les plus vulnérables**, notamment victimes des guerres, de catastrophes naturelles, de la pauvreté extrême et de toute forme de violence ou d'exploitation dans leur pays.

Pour appuyer son action au service des enfants, l'UNICEF accrédite **des comités nationaux** dans les pays à hauts revenus. Des accords de coopération régissent les relations entre l'UNICEF et ses comités.

L'UNICEF France, dont le siège est à Paris, est l'un de ces comités. Il s'agit d'une **association de loi 1901, fondée en 1964** sur accord d'accréditation. Elle a été reconnue d'utilité publique par décret du 2 décembre 1970.

Depuis 60 ans, l'UNICEF France contribue par **la collecte aux financements des programmes de l'UNICEF International**, et œuvre au respect de la **Convention Internationale des droits de l'enfant** dans l'hexagone et les territoires d'Outre-mer.



Grâce à l'UNICEF, nous n'avons plus le droit de ne pas savoir combien les autres vivent mal. Nous comprenons alors combien était nécessaire la Convention des droits de l'enfant qui vient d'être adoptée à New-York. Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, au lieu de penser que c'est un devoir de s'intéresser aux enfants, nous nous apercevons que c'est leur droit que nous satisfaisons.

François RÉMY, Président de l'UNICEF France en 1988





# Béatrice Lefrançois

Secrétaire Générale  
UNICEF France



Le réseau des bénévoles de l'UNICEF France, c'est 60 ans de mobilisation, de temps donné et d'idées généreuses au service des enfants et de leurs droits.

En 2024, l'UNICEF France est riche d'un réseau de 5 000 bénévoles dont près du quart son mineurs, et deux-tiers ont moins de 26 ans. Fort de plus de 130 équipes locales, dans l'hexagone et les territoires d'Outre-mer, l'UNICEF France dispose d'un maillage territorial de proximité avec les collectivités, les écoles, les clubs sportifs, les enfants et les jeunes ainsi que le grand public.

Si la cause des droits de l'enfant reste notre premier objectif depuis la création de l'UNICEF France, les

modalités d'engagement des bénévoles évoluent et se renforcent d'année en année à plusieurs niveaux. Grâce au travail des bénévoles nous accentuons notre influence territoriale en faveur des droits de l'enfant, développons des parcours de formation plus spécifiques pour les collectivités ; nous produisons des outils pédagogiques qui répondent et s'adaptent aux évolutions sociétales ; enfin, nous innovons sur nos modes de collecte pour mieux nous adapter à nos donateurs.

Dans une période où augmentent la tentation et les incitations au repli sur soi, notre réseau bénévole se mobilise sans relâche pour permettre aux actions et aux valeurs de l'UNICEF d'être incarnées toute l'année, partout en France, pour chaque enfant.



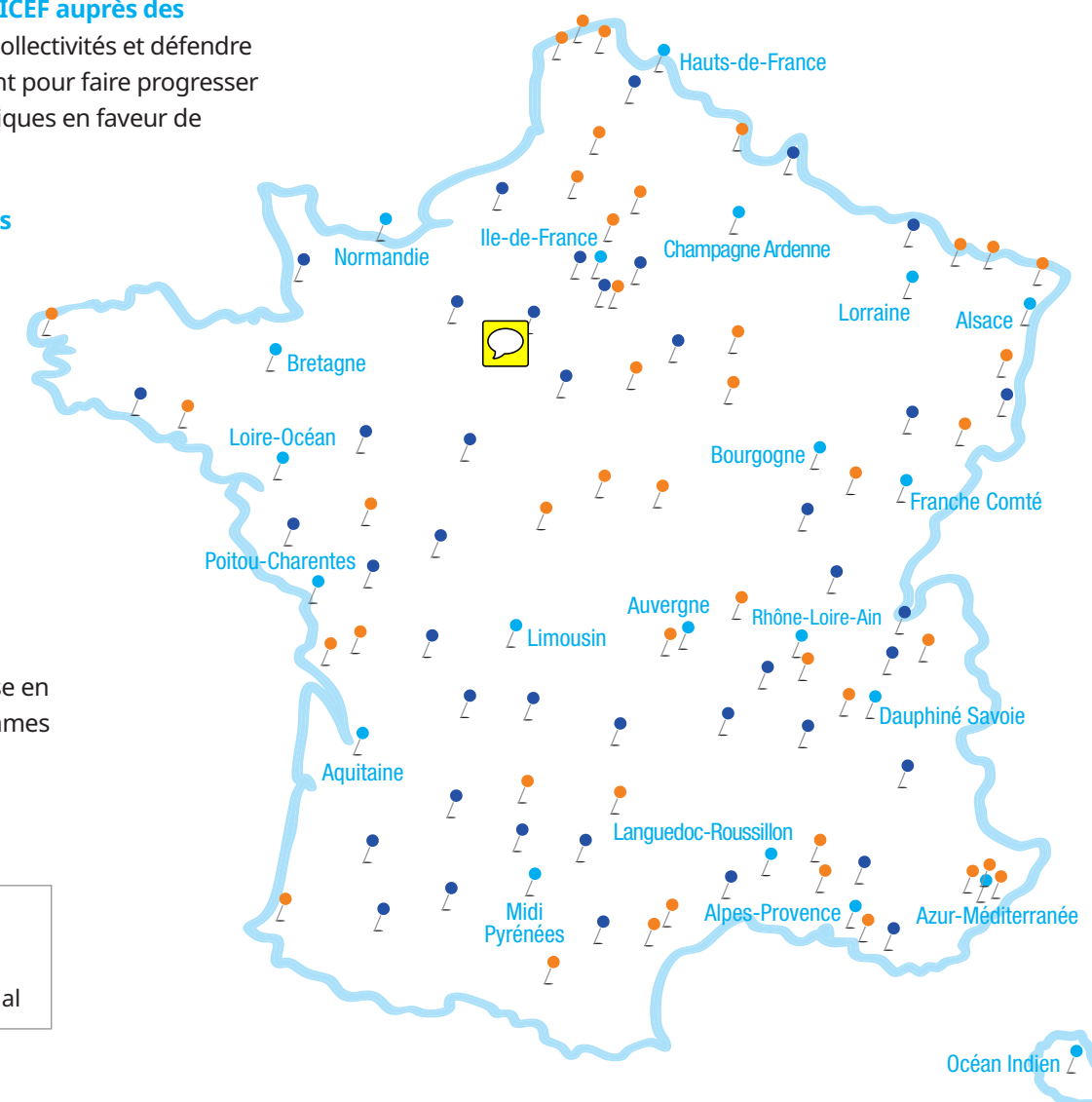
## Le réseau de UNICEF France Une gouvernance locale exprimée et conduite par des acteurs multiples.

Bénévoles de tout âge, salariés ou en mécénat de compétences, jeunes en engagement de service civique, tous agissent de concert pour assurer les **3 missions clés** du mandat de l'UNICEF France :

- **Représenter l'UNICEF auprès des institutions**, des collectivités et défendre les droits de l'enfant pour faire progresser les politiques publiques en faveur de l'enfance.

- **Sensibiliser le plus largement possible** pour faire avancer la connaissance des droits de l'enfant

- **Renforcer la visibilité et la collecte** en faisant appel à la générosité publique pour contribuer à la mise en place des programmes internationaux de l'UNICEF.



En entrant à l'UNICEF, nous rejoignons la famille bleue. Tout le monde se tutoie, tout le monde se connaît. C'est participer à des actions selon notre temps et notre envie. Être bénévole à l'UNICEF c'est prendre confiance en soi, acquérir des compétences et savoir travailler en équipe !

Soan, 16 ans, bénévole Comité Ile-de-France



# 1964 – 2024 :

## 60 années d'engagement pour les droits de l'enfant

1964

Création du Comité français de l'UNICEF, reconnu d'utilité publique le 2 décembre 1970.



1967

Guerre du Biafra au Nigeria, la première couverte par la télévision avec la guerre du Vietnam. Naissance du mouvement des French Doctors et du sans-frontiérisme

1979

Génocide cambodgien par les Khmers rouges qui fit entre 700 000 et 900 000 victimes.



2010

Le 20 janvier, tremblement de terre majeur en Haïti. Suivi d'une cinquantaine de répliques, cette catastrophe provoqua la disparition de plus de 280 000 personnes, 300 000 blessés et 1,3 millions de déplacés.

2004

Tsunami en Thaïlande et en Indonésie, ressenti dans tous les pays côtiers de l'Océan Indien, provoquant la mort de près de 300 000 personnes.

2002

Création du programme Ville amie des enfants sur le territoire français.



2011



Début de la guerre civile en Syrie.

2012

Ancienne ministre de la Santé sous le Gouvernement Chirac, médecin, Michèle Barzach est élue Présidente de l'UNICEF France.

2015

Jean Marie Dru succède à Michèle Barzach à la présidence de l'UNICEF France. Elodie Gossuin est nommée Ambassadrice de l'UNICEF France.



2024

Le 19 novembre, l'UNICEF France organise à Paris, **Hope**, premier forum international de l'enfance à la Maison de la Radio et de la Musique à Paris. Création du premier Observatoire des droits de l'enfant par l'UNICEF France. Clara Luciani est nommée Ambassadrice de l'UNICEF, après une première mission au Bénin.



2023

La tragédie du 7 octobre déclenche une grave reprise du conflit entre Israël et l'État de Palestine.



## Remontons le temps !

En 2024, le Comité français de l'UNICEF célèbre ses soixante ans. Six décennies marquées par autant de crises tragiques, de conflits, de personnalités engagées à nos côtés, mais aussi de victoires et d'avancées significatives pour le respect des droits de l'enfant.

1988

François Rémy devient président du Comité français ; médecin, il fut aussi lauréat du Prix Dag-Hammarsköld de l'Académie internationale pour la paix.

1989

Le 20 novembre, la Convention internationale des droits de l'enfant est adoptée par les Nations unies. Elle sera ratifiée par la France en le 26 janvier 1990.



1993

Début de la guerre des Balkans, premier conflit mené sur le sol européen depuis la deuxième guerre mondiale.

1999

Jacques Hintzy, ancien publicitaire, est élu à la présidence du Comité français de l'UNICEF.



1996

L'actrice française Emmanuelle Béart est nommée Ambassadrice de l'UNICEF France.



1994

Génocide du Rwanda ; plus de 800 000 rwandais, en majorité tutsi sont assassinés en trois mois.



2019

Création du Conseil des Jeunes de l'UNICEF France

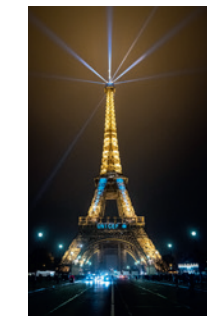


2020

Le virus du Covid 19 provoque une pandémie mondiale, et engendre la plus grave baisse de vaccinations contre les maladies vitales jamais enregistrée.

2021

L'UNICEF célèbre ses 75 ans. A cette occasion la tour Eiffel s'illumine en bleu, aux couleurs de l'organisation.



2022

En février, escalade du conflit en la Russie et l'Ukraine, provoquant des milliers de morts et le déplacement massif de réfugiés dans les pays limitrophes de l'Ukraine et dans une grande partie de l'Europe.

Adeline Hazan est élue à la Présidence de l'UNICEF France. Ancienne maire de Reims et ex-députée européenne, magistrate et ancienne contrôleur générale des lieux de privation de liberté, elle succède à Jean Marie Dru et est aujourd'hui Présidente du Comité français de l'UNICEF.





# 1964 – 2024 :

## 60 années d'engagement pour les droits de l'enfant

## Remontons le temps !

En 2024, le Comité français de l'UNICEF célèbre ses soixante ans. Six décennies marquées par autant de crises tragiques, de conflits, de personnalités engagées à nos côtés, mais aussi de victoires et d'avancées significatives pour le respect des droits de l'enfant.

1964

Création du **Comité français de l'UNICEF**, reconnu d'utilité publique le 2 décembre 1970.

1967

**Guerre du Biafra** au Nigeria, la **première couverte par la télévision** avec la guerre du Vietnam. Naissance du mouvement des **French Doctors** et du **sans-frontiérisme**.

1979

**Génocide cambodgien** par les Khmers rouges qui fit entre **700 000 et 900 000 victimes**.

1988

**François Rémy** devient **président du Comité français** ; médecin, il fut aussi lauréat du Prix Dag-Hammarsköld de l'Académie internationale pour la paix.

1989

Le 20 novembre, la **Convention internationale des droits de l'enfant** est adoptée par les Nations unies. Elle sera ratifiée par la France en le **26 janvier 1990**.

1993

Début de la **guerre des Balkans**, premier conflit mené sur le sol européen depuis la deuxième guerre mondiale.

2010

Le 20 janvier, **tremblement de terre majeur en Haïti**. Suivi d'une cinquantaine de répliques, cette catastrophe provoqua la disparition de plus de **280 000 personnes, 300 000 blessés et 1,3 millions de déplacés**.

2004

**Tsunami en Thaïlande et en Indonésie**, ressenti dans tous les pays côtiers de l'Océan Indien, provoquant la mort de près de **300 000 personnes**.

2002

Création du programme **Ville amie des enfants** sur le territoire français.

1999

**Jacques Hintzy**, ancien publicitaire, est élu à la **présidence du Comité français de l'UNICEF**.

1996

L'actrice française **Emmanuelle Béart** est nommée **Ambassadrice de l'UNICEF France**.

1994

**Génocide du Rwanda** ; plus de **800 000 rwandais**, en majorité tutsi sont **assassinés en trois mois**.

2011

Début de la **guerre civile en Syrie**.

2012

Ancienne ministre de la Santé sous le Gouvernement Chirac, médecin, **Michèle Barzach** est élue **Présidente de l'UNICEF France**.

2015

**Jean Marie Dru** succède à Michèle Barzach à la présidence de l'UNICEF France. **Elodie Gossuin** est nommée **Ambassadrice de l'UNICEF France**.

2019

Création du **Conseil des Jeunes de l'UNICEF France**

2020

Le **virus du Covid 19** provoque une pandémie mondiale, et engendre la plus grave baisse de vaccinations contre les maladies vitales jamais enregistrée.

2021

**L'UNICEF célèbre ses 75 ans**. A cette occasion la tour Eiffel s'illumine en bleu, aux couleurs de l'organisation.

2024

Le **19 novembre**, l'UNICEF France organise à Paris, **Hope, premier forum international de l'enfance à la Maison de la Radio et de la Musique à Paris**.  
Création du **premier Observatoire des droits de l'enfant** par l'UNICEF France.  
**Clara Luciani** est nommée **ambassadrice de l'UNICEF**, après une première mission au Bénin.

2023

La **tragédie du 7 octobre** déclenche une **grave reprise du conflit entre Israël et l'Etat de Palestine**.

2022

En février, **escalade du conflit entre la Russie et l'Ukraine**, provoquant des milliers de morts et le déplacement massif de réfugiés dans les pays limitrophes de l'Ukraine et dans une grande partie de l'Europe.  
**Adeline Hazan** est élue à la **Présidence de l'UNICEF France**. Ancienne maire de Reims et ex-députée européenne, magistrate et ancienne contrôleur générale des lieux de privation de liberté, elle succède à Jean Marie Dru et est aujourd'hui Présidente du Comité français de l'UNICEF.

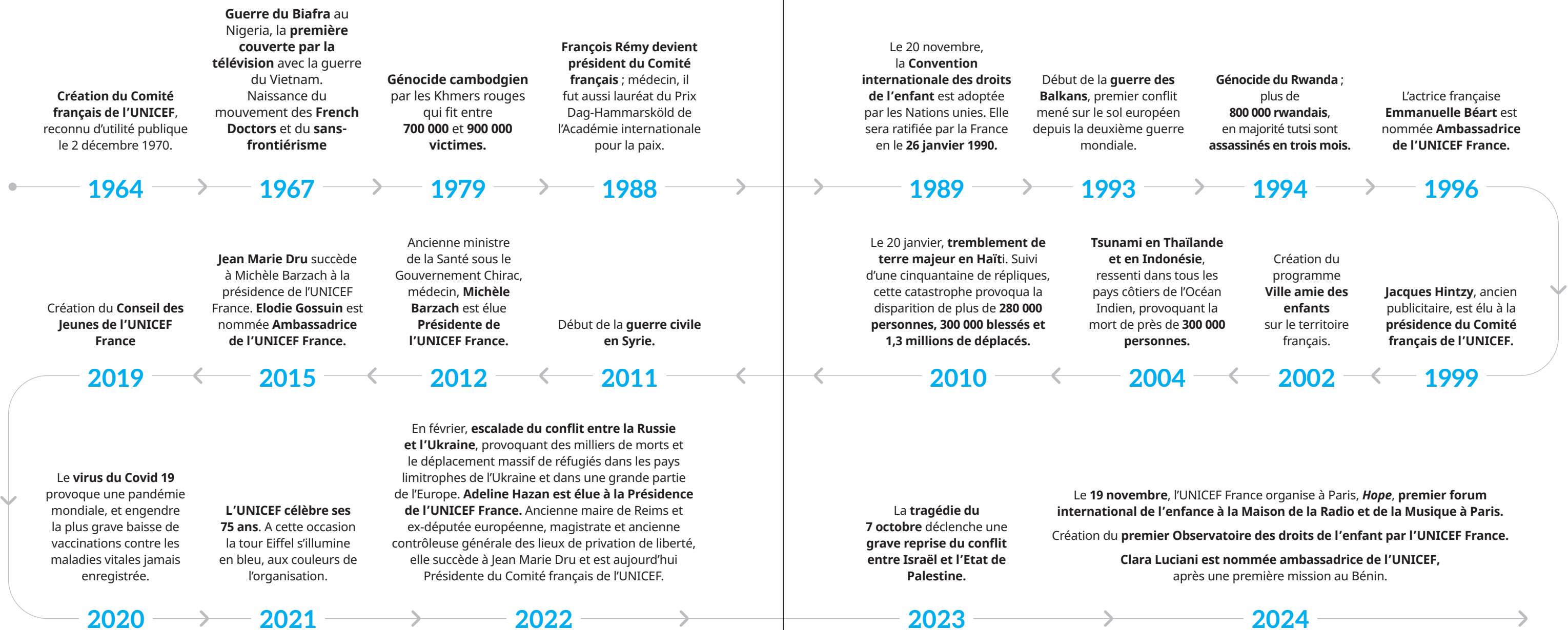


# 1964 – 2024 :

## 60 années d'engagement pour les droits de l'enfant

## Remontons le temps !

En 2024, le Comité français de l'UNICEF célèbre ses soixante ans. Six décennies marquées par autant de crises tragiques, de conflits, de personnalités engagées à nos côtés, mais aussi de victoires et d'avancées significatives pour le respect des droits de l'enfant.





# Les temps forts de l'année 2024

Leïla Bekti pour les enfants de Gaza

Le 16 avril 2024, dans une vidéo à la fois déchirante et émouvante, l'actrice Leïla Bekhti s'engage pour les enfants de Gaza. Elle dénonce la famine, la peur et la tragédie que vivent les enfants de Gaza. Elle rappelle les droits des enfants à être protégés et à vivre en sécurité. Cet appel reste en 2024 le post le plus vu et partagé de l'année 2024 sur l'ensemble de nos réseaux (4 591 200 vues).

Mika, la voix des enfants du Liban

« Cette tragédie qui affecte des milliers de civils, de familles et d'enfants me bouleverse. C'est pourquoi j'ai décidé de m'associer et soutenir l'appel de l'UNICEF pour les enfants du Liban »

Le 24 octobre 2024, en vidéo, Mika, chanteur de renommée internationale né au Liban, appelle à une mobilisation de tous pour soutenir l'action de l'UNICEF en faveur des enfants victimes de la reprise du conflit au Liban. Grâce à la diffusion de cet appel de Mika, l'UNICEF France a collecté plus de 52 000 € pour les enfants du Liban.

## All eyes on Gaza

ALL EYES ON GAZA

A l'initiative du groupe de rock Shaka Ponk, et grâce au soutien et à la contribution de dizaines de personnalités du monde de la musique, de la culture, du théâtre et du cinéma, parmi lesquels Zazie, Zaz, Nagui, Mentissa, Bruno Solo, Béatrice Dalle, Ayo, Paola Locatelli, Alice Taglioni et des dizaines d'autres, l'UNICEF a collecté plus de 400 000 euros pour les enfants de Gaza, via une cagnotte alimentée par les artistes, véhiculée sur les réseaux sociaux et relayée par une importante campagne médiatique.

## L'humoriste Amine Radi prend la parole pour les enfants victimes de la guerre

En février 2024, Amine Radi a choisi l'UNICEF pour passer un message et un appel à la mobilisation de tous pour les enfants victimes de la guerre ; au Proche-Orient mais aussi partout où une guerre prive un enfant de ses droits. « Parce qu'en tant qu'adulte, nous avons une responsabilité envers les enfants » dit-il.

## Clara Luciani est nommée ambassadrice de l'UNICEF

Elle est aujourd'hui une des auteures et interprètes les plus populaires de France. Mais elle est surtout une jeune maman qui a choisi de s'engager pour les enfants avec l'UNICEF. Après une première mission au Bénin en avril 2024, Clara Luciani est nommée Ambassadrice. « C'était pour moi une évidence ; j'ai toujours ressenti le besoin de protéger les enfants. Ce sentiment s'est renforcé depuis que je suis devenue mère. Il a nourri en moi la volonté de m'engager et de défendre la cause des enfants. »



## Antoine Griezmann accompagne notre campagne de fin d'année



Il est une voix qui compte et influence des milliers de fans, enfants et adultes. Antoine Griezmann, star internationale du football, joueur de l'équipe de France, appelle à la mobilisation de tous pour soutenir la collecte de notre campagne de fin d'année. Grâce à sa publication sur Instagram, l'UNICEF a collecté près de 37 000 € pour répondre aux urgences qui impactent les enfants. « Sur le terrain, une équipe c'est tout ; sans elle, aucune chance de victoire ; aujourd'hui pour l'UNICEF, c'est plus vrai que jamais ».

## 19 novembre 2024, Hope, premier Forum international de l'enfance à la Maison de la Radio à Paris



A l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, l'UNICEF France a organisé "Hope by UNICEF", la première édition du Forum international de l'enfance ; une première dont l'UNICEF France a souhaité qu'elle soit le point de départ d'une prise de parole pérenne sur l'avancée des droits de l'enfant en France et dans le monde. Alternant conférences en plénières, ateliers, mais aussi moments festifs avec les showcases d'Eddy de Pretto et de Gauvain Sers, cet événement inédit a été l'occasion de nombreux échanges réussis avec des jeunes, des experts internationaux, des partenaires publics et privés autour de la pauvreté infantile en France et dans le monde. Ce fut aussi l'occasion de présenter les résultats de la Consultation nationale des 6-18 ans menée auprès de 20 000 enfants et jeunes sur leur perception de l'application de leurs droits et les questions de pauvreté et d'exclusion sociale. Enfin, d'annoncer la création de l'Observatoire UNICEF des droits de l'enfant.

## Rencontre nationale Ville amie des enfants

Les 18 et 19 juin, lors de la Rencontre nationale des Villes amies des enfants, 300 élus, agents des collectivités territoriales et bénévoles de l'UNICEF France se sont réunis pour échanger et élaborer des solutions concrètes afin de lutter contre la pauvreté infantile.

Les conférences, tables rondes et ateliers, organisés lors de ces deux journées à Lille, ont permis de mettre en avant les leviers que les villes et intercommunalités doivent renforcer pour mettre en place des politiques publiques adaptées, concrètes et efficaces, pour répondre aux besoins des enfants en situation de pauvreté et d'exclusion.

## Baromètre « Enfants à la rue » UNICEF-Fédération des acteurs de la solidarité

Fin août 2024, comme chaque année depuis 6 ans, l'UNICEF associé à la Fédération des acteurs de la solidarité, publiait le baromètre « Enfants à la rue », un document alarmant qui dénonce l'inadéquation et l'insuffisance des politiques publiques face à un drame persistant. En effet, la veille de la rentrée scolaire, ils étaient plus de 2 000 enfants à dormir à la rue, dont 467 de moins de trois ans.



## 8 mai 2024, l'UNICEF est à Marseille pour saluer l'arrivée de la flamme olympique



Des dizaines de jeunes bénévoles et jeunes ambassadeurs ont navigué aux côtés du Belem, pour saluer l'arrivée de la flamme olympique dans le vieux port de Marseille.

Un moment tout en bleu qui a permis surtout de sensibiliser le public aux droits de l'enfant au cours de cet événement unique. Vecteur de paix, de cohésion et d'inclusion, le sport joue un rôle majeur dans l'intégration des enfants au sein de la société.







# La situation des enfants dans le monde

En 2024, les répercussions des conflits armés sur les enfants à travers le monde ont atteint des niveaux dévastateurs et probablement sans précédent.

Alors que le monde n'avait jamais connu autant de conflits depuis la Seconde guerre mondiale, plus de 473 millions d'enfants, soit plus d'un enfant sur six à travers la planète, vivaient en 2024 dans une zone touchée par un conflit. Le pourcentage mondial d'enfants concernés a ainsi doublé, passant de 10% dans les années 1990 à près de 19%.

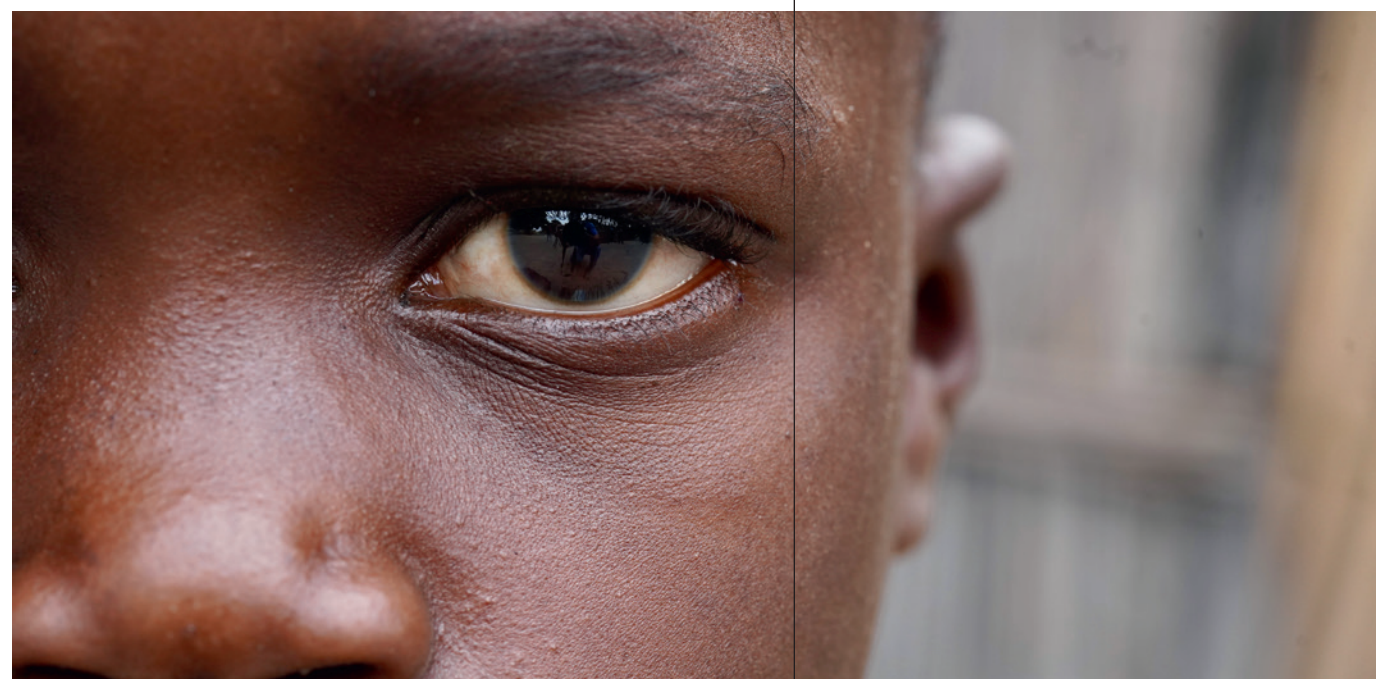
Les impacts de ces conflits sur les enfants sont nombreux. D'après les estimations, plus de 52 millions d'enfants vivant dans un pays touché par un conflit seraient déscolarisés. La malnutrition chez les enfants dans les zones de conflit atteint également des niveaux alarmants et ces situations continuent d'être les principales causes de la faim dans de nombreuses zones sensibles. Les conflits ont des répercussions catastrophiques sur l'accès des enfants aux soins de santé vitaux. Environ 40 % des enfants non vaccinés ou insuf-

fisamment vaccinés vivent dans un pays partiellement ou entièrement touché par un conflit.

Outre les conflits, le monde est de plus en plus affecté par des événements extrêmes liés au changement climatique.

**En 2024, les catastrophes naturelles se sont enchaînées.**

En septembre, le Vietnam, le Myanmar, le Laos et la Thaïlande ont été balayés par le typhon Yagi, le plus puissant à avoir frappé l'Asie en 2024. Plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, ont été aussi touchés par des inondations sans précédent. 3,5 millions de personnes ont été affectées et plus de 900 autres tuées. En Zambie, en Somalie, au Brésil, en Colombie, au Pérou, des millions d'enfants ont été confrontés à des épisodes de sécheresse inédits. Et, en fin d'année, c'est Mayotte, département le plus pauvre de France, qui a été ravagé par le cyclone Chido, le plus violent qu'ait connu l'archipel en 90 ans.



En 2024, grâce à nos actions dans plus de 190 pays et territoires



**26,4 millions**  
d'enfants et de femmes ont eu accès à des soins de santé de première nécessité



**12,2 millions**  
d'enfants de moins de 5 ans ont été dépistés pour identifier des cas de malnutrition



**17,4 millions**  
de personnes ont eu accès à l'eau potable



**9,4 millions**  
d'enfants ont eu accès à l'éducation



**6,3 millions**  
de femmes, de filles et de garçons ont bénéficié d'actions de sensibilisation contre les violences basées sur le genre



**12,6 millions**  
de personnes, enfants, adolescents, adultes ont bénéficié d'un soutien psychologique



**6,4 millions**  
de personnes ont eu accès à des plateformes sécurisées pour signaler des cas d'exploitation sexuelle et d'abus



**570 000**  
foyers ont bénéficié de transferts d'argent financés par l'UNICEF



# Les projets financés par l'UNICEF France

À travers sa Commission programmes internationaux, l'UNICEF France a financé spécifiquement 14 projets de développement, en lien avec ses priorités thématiques que sont l'éducation, la protection de l'enfance et le changement climatique.

Parmi ces projets, qui sont soutenus à hauteur de 900 000 euros sur trois ans, soit 300 000 euros chacun en 2024 :

**BOLIVIE**, le projet d'écoles résilientes face au changement climatique a conduit à des progrès tangibles et durables.

En 2024, 17 projets socio-productifs ont impliqué 847 élèves et 175 parents, tandis que 3 428 jeunes ont porté 57 initiatives locales d'action climatique. De plus, 26 écoles se sont dotées de plans de gestion des risques, offrant une meilleure protection à plus de 5 000 élèves, et 9 municipalités ont adopté des engagements institutionnels en faveur de l'adaptation climatique. Ensemble, ces actions ont renforcé la résilience des communautés éducatives face aux effets du changement climatique.



**SUD DE MADAGASCAR**, le programme Ecovillages transforme 21 villages vulnérables au changement climatique en communautés résilientes.

En phase d'ancrage communautaire, il combine infrastructures résistantes, ateliers de changement de comportements, services multi-sectoriels et entrepreneuriat vert, notamment féminin. L'approche modulaire et l'intégration transversale du climat renforcent l'autonomie locale face aux sécheresses, inondations et déforestation. Ce modèle durable, soutenu par le financement climatique et le secteur privé, favorise inclusion, durabilité économique et résilience à long terme.



**IRAK**, le projet « Améliorer l'accès à et la qualité du soutien en santé mentale et du soutien psychosocial pour les enfants et les jeunes affectés par les conflits armés »



Il vise à garantir que les filles, les garçons, les parents et les personnes en charge, affectés par les conflits et les déplacements, reçoivent des services de prévention et de réponse en matière de protection de l'enfance, et aient accès à un soutien en santé mentale et un soutien psychosocial (MHPSS) ainsi qu'à d'autres services de prévention et de réponse face aux risques liés à la protection de l'enfance. L'UNICEF a maintenu son soutien en 2024 envers **4 200 enfants**, pour le renforcement des capacités institutionnelles de **140 assistants sociaux** au sein du ministère du Travail et des Affaires sociales, ainsi que la fourniture de formations à la parentalité à **2 733 personnes**.



# 2024 : des urgences majeures et la persistance des crises longues

## République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo vit depuis plus de 30 ans une situation humanitaire grave et complexe. En particulier, les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri qui sont prises dans un ensemble de crises entre rivalités ethniques, tensions politiques, conflits armés et catastrophes naturelles, qui mettent en péril les vies de 14,9 millions d'enfants. Près de 6 millions de personnes sont déplacées et des centaines d'enfants sont séparés de leurs proches. Les femmes et les jeunes filles, sont particulièrement exposées aux risques de viols et d'agressions sexuelles. Après l'épidémie de choléra en 2023, c'est la Mpox, maladie extrêmement contagieuse qui a menacé les vies de milliers d'enfants. Plus de 64 000 potentiels cas ont été identifiés et 1 341 décès recensés.



## Soudan

En 2024, le conflit a provoqué le déplacement de 11,5 millions de personnes dont plus de 6 millions sont des enfants. 3,3 millions de personnes ont aussi fui vers les pays voisins, principalement l'Égypte, au Tchad et au Soudan du Sud. L'escalade des affrontements dans plusieurs états du Soudan a continué de provoquer des déplacements massifs et d'exacerber les besoins humanitaires. Dans les régions affectées par le conflit, les écoles ont fermé leurs portes, les hôpitaux sont hors service et les systèmes d'accès à l'eau endommagés ou complètement détruits. On estime que 778 000 enfants de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2025. Après de longs mois de guerre, d'exil et de restrictions humanitaires, la famine a été confirmée dans plusieurs régions du pays.

## Etat de Palestine, Liban et sous-région



Après 15 mois d'une guerre dévastatrice, la situation humanitaire est catastrophique dans la bande de Gaza. La plupart des enfants ont perdu l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau et à d'autres services vitaux.

Au 31 décembre 2024, au moins 14 500 enfants auraient été tués dans, soit une moyenne de 32 enfants chaque jour. Des milliers d'entre eux se trouvent probablement sous les décombres, et environ 17 000 enfants sont non accompagnés ou séparés. Près de 2 millions de personnes, quant à elles, sont menacées par la famine. La polio, maladie éradiquée depuis plus de 20 ans a resurgi et constitue désormais une menace pour plus d'1 million d'enfants. L'escalade des hostilités à la frontière libano-israélienne le 23 septembre 2024 a déclenché une série de vagues de déplacements dans les gouvernorats libanais. Ce conflit a marqué la période la plus meurtrière que le Liban ait connue depuis des décennies, avec en moyenne trois enfants tués chaque jour en octobre et novembre 2024.

## Ukraine

Les attaques continuent de faire payer un très lourd tribut aux enfants et à leurs familles. En Ukraine, 1 enfant sur 5 déclare avoir perdu un parent ou un ami proche depuis ces trois dernières années. 3,7 millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays. Les enfants sont également confrontés à de graves pénuries de ressources essentielles, notamment d'eau potable et d'électricité, ainsi que de produits de première nécessité. Le cursus scolaire de plus de 5 millions d'élèves a été interrompu.



## Yémen

Plus de dix années de conflit ont décimé l'économie, le système de santé et les infrastructures. Même pendant les périodes de régression de la violence, les conséquences structurelles du conflit, en particulier sur les enfants, demeurent considérables. Plus de la moitié de la population dépend de l'aide humanitaire pour survivre. Un enfant de moins de 5 ans sur 2 souffre de malnutrition aiguë. Parmi eux, plus de 537 000 souffrent de malnutrition aiguë sévère (MAS), une forme de malnutrition extrêmement douloureuse, potentiellement mortelle et pourtant évitable. 1,4 million de femmes enceintes et allaitantes sont sous-alimentées, ce qui perpétue le cercle de fragilité et de mauvaise santé qui se transmet désormais de génération en génération.

Le conflit au Yémen a franchi un cap tragique : plus d'une décennie de combats acharnés, ponctués de brèves et fragiles périodes de trêve, qui ont volé des enfances, brisé des avenir et condamné toute une génération à lutter pour sa survie.

Peter HAWKINS, représentant de l'UNICEF au Yémen

## Pays du Sahel

Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo font toujours face aux conséquences des conflits en cours au Burkina Faso et au Mali voisins. L'insécurité dans les pays du Sahel central a provoqué un afflux constant de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, exerçant une pression sur les ressources locales et les services sociaux de base. Fin 2024, on estimait à 166 000 le nombre de personnes déplacées dans les quatre pays côtiers et à 3 millions le nombre d'enfants ayant besoin d'une assistance humanitaire dans cette région d'Afrique.





# La générosité de nos donateurs



La générosité de nos près de 5 000 donateurs s'expriment sous différentes formes : dons ponctuels, réguliers, fléchés sur certains programmes, pour certains pays, pour des causes particulières, ou sur des urgences qui les touchent ou les concernent. Mais ils donnent toujours avec le même engagement et la même générosité.

Nous avons choisi de parler des legs et des assurances-vie, un engagement précieux et méconnu, qui permet à l'UNICEF de conduire de nombreux programmes sur le long terme et qui ont généré **16,8 M€ en 2024**.

## Témoignage d'Isidora : « Léguer à l'UNICEF, c'est donner au monde entier »

**Isidora a choisi de léguer ses biens à l'UNICEF. Avec douceur, émotion et générosité, elle explique sa volonté de participer, au-delà de sa vie, à la construction d'un monde plus juste.**

La vie est éphémère. Inexorablement, s'écoule le sablier du temps. Un jour viendra où je serai absente à jamais de moi-même, absente aux autres, absente à ce monde que j'aime passionnément. Où je ne pourrai plus agir et transformer, même un tout petit peu, les choses selon mes rêves. »

Il existe toutefois des moyens de prolonger ce temps de vie par ce que l'on a appelé "les actes de la joie" : fonder, créer, aimer...

Léguer est un de ces actes par lesquels je puis prolonger mon action, en exprimant mes intentions, leur contenu, leur destinataire, qui trouveront leur accomplissement, dès lors que je ne serai plus.

Je peux bien entendu léguer autour de moi, de ma ville ou de mon village, à des gens ou associations que je connais, ou plus symboliquement dans ma région ou mon pays.

Léguer à l'UNICEF permet de donner au monde entier. Là où des besoins aigus, urgents, se font sentir.

Je suis contemporaine de l'UNICEF. Tout enfant, nos institutrices, nos familles, nous parlaient de l'UNICEF, de son origine, de ses valeurs et des buts qu'elle poursuit. Pour moi, cela a d'abord les cartes de vœux, naïves, figuratives

ou stylisées, rondes d'enfants de toutes les couleurs autour de la terre, pure colombe, cœurs, fenêtres, nativité...

Depuis toujours, je rêvais d'un monde sans frontières, d'un monde bienveillant et généreux, où les droits seraient les mêmes pour tous, où un seul et même code régirait le travail pour éliminer esclavage, l'asservissement et les inégalités.

Respect, dignité, bienveillance, aide, générosité, transparence... Ces valeurs de l'UNICEF sont miennes. Celles qui ont animé mes décennies d'enseignement, de formation et de recherche.

**Pour chaque enfant :** la devise de l'UNICEF me parle tout particulièrement : protéger et faire respecter les Droits de l'Homme, universellement, c'est très bien ; avoir pour chacun, individuellement, personnellement, une attention à sa situation spécifique, à ses besoins propres, à la façon toute singulière dont il vit ses conditions de vie, ses manques et ses besoins, c'est infiniment mieux ! C'est ajouter à un partage égalitaire, toujours arithmétique, de l'équité et de l'humanité.

Alors, comme moi, que vous soyez sans héritier réservataire ou que vous disposiez d'une part de vos biens, quels qu'ils soient, pensez à faire un legs à l'UNICEF.



**287** dossiers legs  
donations et assurances-vie ont  
généré 16,8 M€ en 2024.



**57** bienfaiteurs  
nous ont fait part des dispositions  
qu'ils ont prises en faveur de  
l'UNICEF France par testament ou  
contrat d'assurance-vie au cours  
de l'année 2024.

« Léguer est un de ces actes par lesquels je puis prolonger mon action, en exprimant mes intentions, leur contenu, leur destinataire, qui trouveront leur accomplissement, dès lors que je ne serai plus. »

pas d'auteur de  
citation dans le  
word





# L'engagement des entreprises partenaires **pour construire l'avenir des générations futures**

**L'implication des entreprises partenaires aux côtés de l'UNICEF constitue un moteur puissant pour transformer la vie des enfants les plus vulnérables. Grâce à leur engagement et leur soutien, nous pouvons innover, renforcer nos actions et étendre notre impact pour construire un avenir résilient pour chaque enfant.**



## Fondation CMA CGM : s'engager pour l'UNICEF est une évidence

Depuis 2020, la Fondation CMA CGM soutient l'UNICEF en acheminant, à titre gracieux, des fournitures essentielles aux enfants et aux communautés les plus vulnérables. Plus de 17 000 tonnes de matériel ont été transportées par voie maritime vers plus de 65 pays, principalement en Afrique et au Moyen-Orient.



**« C'était une évidence pour la Fondation CMA CGM, engagée aux côtés des principaux acteurs humanitaires mondiaux et particulièrement dans les domaines de l'enfance et de l'éducation, de soutenir l'UNICEF. »**

témoigne **Tanya SAADÉ ZEENNY**, Présidente de la Fondation CMA CGM et Directrice générale déléguée du Groupe CMA CGM.

Ce partenariat stratégique permet de répondre rapidement aux crises humanitaires en assurant l'acheminement de produits de première nécessité : lutte contre la malnutrition, réponse aux épidémies, distribution de matériel éducatif en situation d'urgence... Le Liban, le Soudan et la Somalie ont été les principaux pays bénéficiaires en 2024, où les programmes de l'UNICEF permettent de sauver et protéger les enfants affectés par les conflits.

**« L'UNICEF est un acteur incontournable de l'aide humanitaire, dont l'expertise, le sérieux et l'envergure des programmes permettent d'avoir un impact concret et durable sur la vie de millions d'enfants. Face aux défis accrus d'un monde de plus en plus instable, l'UNICEF a plus que jamais besoin du soutien de partenaires privés pour renforcer ses actions sur le terrain. »**

souligne **Tanya Saadé Zeenny**

**« Ce partenariat illustre le rôle essentiel que peuvent jouer les entreprises dans l'action humanitaire. « En unissant nos forces, nous pouvons ensemble apporter des solutions efficaces pour protéger et accompagner les enfants dans le besoin. »**

conclut **Tanya Saadé Zeenny**

Les entreprises mobilisées à nos côtés s'engagent et renforcent leur responsabilité sociale. En mettant à profit leurs ressources, leur influence et leur expertise, elles permettent aux équipes de l'UNICEF d'innover pour répondre aux besoins des enfants dans le monde entier.



## La Poste, partenaire historique et emblématique de l'UNICEF France

Un grand merci à notre partenaire historique, La Poste, qui, depuis 43 ans, fait rayonner l'UNICEF en commercialisant nos cartes à travers son réseau en France.

**« En soutenant l'UNICEF depuis plus de 40 ans, La Poste mobilise la force de son réseau et l'engagement de ses postiers au service d'une cause essentielle : les droits de l'enfant. Ce partenariat est une réelle source de motivation pour nos équipes, qui se sentent investies dans la création d'un avenir meilleur pour les enfants. »**

**Philippe LEVRAUT**, Directeur de la distribution et de l'audience physique du Groupe La Poste

## Mais aussi...

Merci également à nos partenaires Editor, Doudou & Compagnie et Le Livre de Poche pour leur soutien dans la création et la diffusion de nos produits.





# Tous UNICEF !

## Des communautés partout en France

### Une couverture territoriale au plus près de chacun :

- **130 équipes locales** organisées en **22 comités** présents dans 75 départements en France.
- **150 clubs** en établissements scolaires du secondaire ou du supérieur
- **55 clubs sportifs** amis
- **24 écoles** engagées dans le nouveau programme Ecoles amies des droits de l'enfant pour plus de **2 500 enfants bénéficiaires**
- **300 Villes amies des enfants** où vivent **3,5 millions d'enfants**

### Une association par et pour les jeunes

La mobilisation des jeunes ne cesse de gagner en nombre et en responsabilité. Ainsi, les moins de 26 ans constituent aujourd'hui près des deux tiers du total de nos adhérents.

Que cet engagement s'inscrive dans une démarche individuelle ou au sein d'une dynamique collective, qu'il prenne la forme du bénévolat ou d'une mission de Service Civique, les jeunes sont une composante incontournable de l'écosystème UNICEF France qui propose et encourage diverses modalités pour témoigner de son engagement.

- **S'engager personnellement grâce au Programme Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices :** pour les 10-26 ans qui souhaitent participer aux actions de l'UNICEF et initier des projets sur des thématiques allant de l'égalité filles-garçons au climat en passant par la santé mentale.

- **Réaliser une mission de volontariat grâce au Service Civique :** pour les 16-25 ans qui souhaitent se rendre utiles aux autres tout en développant leurs compétences. Chaque année ce sont près de 80 jeunes qui s'investissent en moyenne 8 mois.



### Fédérer les supporters des droits de l'enfant

Des centaines de collectivités territoriales s'engagent à nos côtés, parmi lesquelles les 300 Villes amies des enfants permettant d'atteindre 3,5 millions d'enfants.

22 Ecoles amies des droits de l'enfant comptent plus de 2 500 enfants directement bénéficiaires.

Des milliers de collèges, lycées ou encore centres de loisirs et bibliothèques se mobilisent également avec l'UNICEF en accueillant nos actions et projets d'éducation aux droits de l'enfant tout au long de l'année.

55 clubs sportifs sont engagés au sein du programme Club ami, et nous comptons également sur une multitude d'associations de solidarité qui s'associent à nos initiatives locales pour faire rayonner les droits de l'enfant.

Sans oublier le réseau de TPE et PME locales qui soutiennent nos actions.



### Les Journées bleues de l'UNICEF



Tout au long du mois de novembre, plus d'une centaine d'événements locaux organisés partout en France ont permis de parler d'une seule voix pour le droit à l'éducation pour chaque enfant. A elles seules, les Journées bleues 2024 ont recensé plus de 120 actions et au moins 150 000 personnes directement touchées. Une émulation extraordinaire pour célébrer tous ensemble la Journée mondiale de l'enfance et faire de tout le mois de novembre une opportunité de mobilisation unique.



# 300 000 jeunes sensibilisés : l'éducation aux droits comme moteur d'engagement

En 2024, ce sont 300 000 enfants et jeunes qui ont été sensibilisés par nos actions partout en France. Portées dans les écoles, les collèges, les centres de loisirs, les clubs sportifs, ou directement par les villes, les actions de sensibilisation ont été nombreuses, notamment grâce à la production continue et à la diffusion de ressources pédagogiques adaptées à chacun de ces publics. Avec nos rendez-vous incontournables que sont le Prix UNICEF de littérature jeunesse et UNIday, l'année scolaire est également ponctuée de projets fédérateurs qui offrent un rayonnement national à une véritable culture des droits de l'enfant.

## L'impact concret des actions menées sur le terrain pour sensibiliser les enfants et jeunes

Parmi les enfants et jeunes sensibilisés, 140 000 ont découvert leurs droits grâce à des actions de sensibilisation menées directement dans les établissements scolaires et les structures extrascolaires. Ce succès repose sur un partenariat fort avec l'Éducation nationale. Il permet une intégration toujours plus fine des droits de l'enfant dans les programmes scolaires, notamment dans l'enseignement moral et civique.

## UNIday, le rendez-vous annuel qui célèbre l'engagement des enfants et des jeunes

L'UNICEF France a profité de l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 pour mettre à l'honneur le droit aux loisirs, au sport et à la culture. 128 000 enfants ont participé à "L'olympiade des droits de l'enfant" dans 1200 structures partout en France. Accueils de loisirs, établissements scolaires, clubs sportifs, collectivités : tous ont répondu présents pour animer une journée festive et pédagogique sur l'ensemble du territoire français. Entre défis sportifs, débats et activités créatives, les enfants et les jeunes ont pu expérimenter de manière ludique leurs droits, développer leur esprit critique et renforcer leur sentiment de citoyenneté.



## Sensibiliser aux droits par la lecture : l'ambition du Prix UNICEF de littérature jeunesse

Depuis 2016, le Prix UNICEF de littérature jeunesse est le projet pédagogique qui permet de sensibiliser aux droits de l'enfant grâce à la lecture. Il récompense des ouvrages porteurs des valeurs de l'UNICEF. Cette distinction est octroyée par un jury de choix : les enfants

eux-mêmes. En 2024, 22 000 enfants se sont emparés de l'édition "C'est pas juste ! La pauvreté à hauteur d'enfant". Lors de l'Assemblée générale de Lille en 2024, la cérémonie de remise des prix a mis à l'honneur enfants, auteurs, illustrateurs et éditeurs.

## Des ressources pédagogiques pour faire vivre les droits toute l'année

Au-delà de ces grands rendez-vous annuels, l'éducation aux droits de l'enfant se poursuit tout au long de l'année grâce à une large palette de ressources pédagogiques. Déployées partout en France grâce à l'engagement exceptionnel des bénévoles, elles permettent de toucher des milliers d'enfants et de jeunes autour des enjeux portés par la Convention internationale des droits de l'enfant.

Pensées pour tous les publics, ces ressources sont diversifiées en termes de cibles : kits pédagogiques complets pour les acteurs éducatifs, outils ludiques à hauteur d'enfant, conseils thématiques pour les parents... chacun peut trouver une manière adaptée de sensibiliser aux droits de l'enfant.





# La Consultation nationale de l'UNICEF, une enquête unique pour recueillir la parole des enfants



Mise en œuvre tous les deux ans depuis 2013 par l'UNICEF France, la Consultation nationale est une enquête adressée à tous les enfants et adolescents âgés de 6 à 18 ans, qui résident en France. D'octobre 2023 à mars 2024, ces derniers ont été invités à partager leurs ressentis et leurs perceptions sur l'application de leurs droits au quotidien et particulièrement sur la thématique de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Grâce à la mobilisation de 279 partenaires dont 151 « Villes amies des enfants », établissements scolaires, associations travaillant avec des enfants et adolescents dits vulnérables qui ont diffusé et accompagné les enfants dans leur participation à la démarche, et à l'engagement de notre important réseau bénévole, environ 20 000 réponses ont été collectées et analysées.

Véritable outil de participation des enfants et des adolescents, la Consultation nationale permet aussi de collecter des données quantitatives, qualita-

tives et significatives pour renseigner sur la situation des enfants en France et nourrir le plaidoyer de l'UNICEF France. En collaboration avec les chercheurs Serge Paugam et Isabelle Parizot, spécialistes de la pauvreté, des inégalités et du lien social, les données ont été exploitées et analysées afin de dresser des constats, des conclusions et des recommandations, repris dans un rapport et une synthèse, à destination des pouvoirs publics et du grand public. Ce rapport a été décliné en une version adaptée aux enfants.

Les résultats de la 6<sup>ème</sup> édition de la Consultation nationale ont été sans appel : la pauvreté et le sentiment d'exclusion sont prégnants chez les enfants et les adolescents, en France. Les privations s'articulent et se cumulent le plus souvent à un déficit de protection et à un rejet social. Les enfants vivant en famille monoparentale, résidant en quartier de la politique de la ville ou hébergés sont nettement plus exposés à ces difficultés.

En France, comme dans d'autres pays, peu d'enquêtes sont réalisées directement auprès des enfants. Les données sur l'enfance sont souvent collectées indirectement, via les adultes. (...) nous manquons de données issues des enfants eux-mêmes. (...) L'UNICEF France est donc à l'avant-garde et les institutions statistiques devraient prendre le relai pour recueillir ces données auprès d'échantillons représentatifs de la population.

Serge PAUGAM

# Novembre 2024, l'UNICEF France crée l'Observatoire des droits de l'enfant

Aujourd'hui, les données relatives aux droits de l'enfant sont produites par une pluralité d'acteurs, selon des modalités variées, et dispersées sur de nombreux supports. Cette fragmentation limite leur accessibilité, leur exploitation et l'identification précise des lacunes existantes. Elle freine également la capacité à disposer d'une vision globale, actualisée et cohérente de la situation des droits des enfants en France.

Face à ce constat, et fidèle à son engagement en faveur d'une meilleure production et utilisation des données sur les droits des enfants, UNICEF France a lancé en novembre 2024 l'Observatoire des droits de l'enfant.

Cette plateforme numérique centralise et vérifie les données existantes, afin d'en faciliter l'accès, la compréhension et l'usage, notamment par les professionnels, les institutions publiques, les journalistes et les citoyens engagés.

Les données ont été organisées autour d'indicateurs clés, regroupés en six grandes thématiques : démographie, éducation, opinion de l'enfant, pauvreté, protection et migration, et santé.

Présentées sous forme de graphiques, ces données sont accompagnées de notes méthodologiques, de clés



de lecture, d'analyses, ainsi que de ressources permettant d'approfondir les sujets et de favoriser une lecture critique et éclairée.

Les indicateurs ont été sélectionnés selon plusieurs critères : leur cohérence avec les axes de plaidoyer de l'UNICEF France et international, la rigueur méthodologique et la fiabilité des données, la fréquence de mise à jour, l'accessibilité des sources, ainsi que la clarté de l'information diffusée. Certains proviennent de la Consultation nationale des 6-18 ans 2024 de l'UNICEF France, principale enquête recueillant la perception des enfants eux-mêmes sur l'application de leurs droits.

Si la majorité des indicateurs concernent la France, certains permettent également une mise en perspective avec les moyennes européennes, offrant ainsi une lecture comparative précieuse.





# Le plaidoyer

**Le plaidoyer s'est poursuivi en 2024 autour de nos grandes priorités stratégiques : lutte contre la pauvreté des enfants, en faveur de l'éducation, de la protection, de la santé mentale, de la prise en compte de l'opinion des enfants et pour l'accès aux droits des enfants en situation de migration.**



De la dissolution de l'Assemblée nationale à la censure du gouvernement Barnier, sans compter les nombreux remaniements et les élections législatives anticipées, l'année 2024 a été marquée par une instabilité politique inédite qui a eu des conséquences importantes sur la gouvernance de l'enfance et la réalisation des droits de l'enfant. L'UNICEF

France n'a cessé de multiplier les relations avec les pouvoirs publics pour répondre aux défis auxquels font face les enfants, en France et dans le monde, afin de garantir un avenir meilleur pour chaque enfant.

Julia POYOL, Responsable Pôle Pouvoirs Publics Plaidoyer France

En matière d'éducation, le rapport « Dans toutes les langues, réussir à l'école quand on ne parle pas le français », construit avec des acteurs de terrain et des chercheurs, aborde la question de l'école au prisme du plurilinguisme. En France, plus d'un tiers des élèves scolarisés dans le premier et le second degré parlent une langue autre que le français à la maison. Parmi eux, 89 500 élèves sont scolarisés dans des dispositifs spéci-

fiques de l'éducation nationale, un chiffre en augmentation malgré des moyens qui stagnent. A travers ce rapport, remis à la Ministre de l'Education, nous appelons à une meilleure adaptation du système scolaire aux besoins spécifiques de ces enfants et à une meilleure appréhension du plurilinguisme pour favoriser la réussite éducative des élèves.



La lutte contre la pauvreté des enfants est demeurée une de nos priorités. En 2024 nous avons suivi – malgré les aléas politiques – le déploiement du Pacte des solidarités et avons renouvelé le baromètre réalisé chaque année avec la Fédération des Acteurs de la Solidarité. A la veille de la rentrée scolaire, 2043 enfants étaient restés sans solution d'hébergement, dont 467 avaient moins de trois ans. Ces constats alarmants ont alimenté les travaux parlementaires lors du Projet de loi de finances et plusieurs amendements ont été obtenus pour créer des places d'hébergement supplémentaires.

Nous avons poursuivi notre plaidoyer en faveur d'une stratégie nationale dédiée à la santé mentale des enfants, notamment dans le cadre des Assises de la santé de l'enfant et par une déclinaison locale via des liens étroits avec l'Agence Régionale de Santé de Guyane.

En matière de protection, nous avons lancé des activités autour de la lutte contre l'exploitation criminelle des enfants et intégré les principaux groupes de travail institutionnels sur le sujet. La justice pénale des mineurs est également remontée dans nos priorités, dans un contexte de durcissement des discours qui se traduit en 2025 par voie législative.

Le rapport «Vers une démocratie inclusive» a permis de dresser un état des lieux solide et actualisé des dispositifs de participation des enfants en France et de formuler 34 recommandations pour mieux intégrer la voix des enfants dans la décision politique. Illustration de cet axe de travail, nous avons largement contribué à l'arrêt portant création du collège des enfants du Conseil national de la protection de l'enfance.

## Transformer l'école de l'intérieur avec Ecole amie des droits de l'enfant

En 2024, la démarche «École amie des droits de l'enfant» a pris son envol et engage aujourd'hui 24 écoles pionnières. Ces établissements ont non seulement découvert les kits pédagogiques et organisé de beaux événements de promotion des droits de l'enfant, mais ils ont également mis en place un diagnostic pour

améliorer la réalisation des droits dans l'école. Dès le début de l'initiative, il est apparu que 18 % des enfants estimaient que les adultes ne prenaient pas en compte leur avis pour améliorer l'école. Cette première année a donc été l'occasion de renforcer les actions, en plaçant la voix des enfants au cœur des décisions.

## Des villes engagées avec l'UNICEF pour lutter contre la pauvreté des enfants

Moment charnière de l'année 2024, la Rencontre nationale des Villes amies des enfants 2024, à Lille, a rassemblé 300 participants sur deux jours, autour de la thématique cruciale de la pauvreté multidimensionnelle des enfants. Cet événement a été marqué par des échanges riches et inspirants, entre agents et élus territoriaux, mais également pris en compte

l'opinion de plusieurs enfants qui témoignaient sur cette question.

Armane, 10 ans, habitant de Lille, a adressé ce message poignant en conclusion de la Rencontre : « Vous, qui soutenez l'UNICEF, j'espère qu'avec ces propositions que nous vous avons partagées, vous changerez le monde. »





# Plaidoyer Outre-mer : une vigilance particulière pour le respect des droits de l'enfant en Guyane et à Mayotte

Après la publication en novembre 2023 du rapport « Grandir dans les Outre-mer », l'UNICEF France a poursuivi en 2024 un travail de veille globale sur les droits de l'enfant dans les territoires ultramarins. Nous avons ainsi contribué à l'élaboration de 10 politiques publiques nationales concernant les Outre-mer, à l'échelle du gouvernement et du parlement.

En Guyane, nous poursuivons notre travail de plaidoyer autour des enjeux liés à l'éducation. L'UNICEF a permis le renforcement de l'approche « droits de l'enfant » dans les actions de l'Agence régionale de santé (ARS), et a participé aux Assises de la santé mentale et de la psychiatrie.

Mayotte est le territoire sur lequel nous avons décidé de particulièrement cibler nos efforts concernant l'Outre-mer. Mayotte est le territoire le plus jeune

de France, mais 8 enfants sur 10 vivent en situation de pauvreté. Le taux de mortalité infantile est de 9.8‰ en 2022. Malgré la jeunesse et la pauvreté de la population, les aides sociales et familiales y sont moins élevées que dans l'Hexagone et de nombreuses mesures dérogatoires s'appliquent aux personnes, en particulier étrangères.

Notre travail de plaidoyer en 2024 visait notamment à approfondir les nombreuses dérogations existantes et à expertiser leur impact sur les droits de l'enfant, de manière à pouvoir proposer des évolutions plus favorables. Plusieurs positionnements ont ainsi été rédigés pour affiner notre analyse et nos recommandations sur des thématiques telles que la nationalité, les droits sociaux, la pauvreté, la migration...



## Le projet de loi Mayotte

Dans ce contexte, un projet de loi concernant Mayotte avait été annoncé, et s'il a été repoussé à plusieurs reprises, est resté d'actualité. De nombreux travaux préparatoires ont donc été effectués par l'UNICEF France, incluant deux « focus groupes » avec des enfants

et des jeunes pour recueillir leur opinion quant aux politiques publiques menées à Mayotte et leur impact sur les droits de l'enfant. Le projet de loi devrait finalement voir le jour en 2025.



## Chido dévaste Mayotte



Le samedi 14 décembre, le cyclone tropical Chido a semé le chaos à Mayotte. Depuis plus de 90 ans, l'archipel n'avait plus vécu une telle catastrophe météorologique. Des rafales de plus de 220 km/heure ont tout balayé en quelques heures. Le bilan est très incertain et ne sera certainement jamais connu, mais au lendemain de la catastrophe, le préfet évoquait « plusieurs centaines » voire « quelques milliers de morts » dans l'archipel.

A date, le bilan officiel s'établit à 40 décès, 126 blessés graves pris en charge et 6 933 blessés légers. La totalité des habitats précaires aurait été détruite sur l'île. Les voies de circulation ont été très endommagées, les usines de traitement de l'eau ne fonctionnaient plus et la plupart des foyers n'avait plus accès à l'eau courante. Le réseau d'électricité a également été fortement endommagé. Le passage du cyclone Chido a aussi profondément perturbé la vie scolaire à Mayotte, notamment du fait de la destruction des nombreuses écoles, alors même que le bâti scolaire était déjà en tension.

Nous restons extrêmement vigilants à l'évolution de la situation à Mayotte et nous continuons à déployer nos messages de plaidoyer afin de rappeler aux autorités leurs responsabilités concernant la protection des enfants. Au-delà de l'urgence, il sera crucial de veiller à la reconstruction rapide et durable des infrastructures nécessaires à la protection et au bien-être des enfants et de leurs familles.

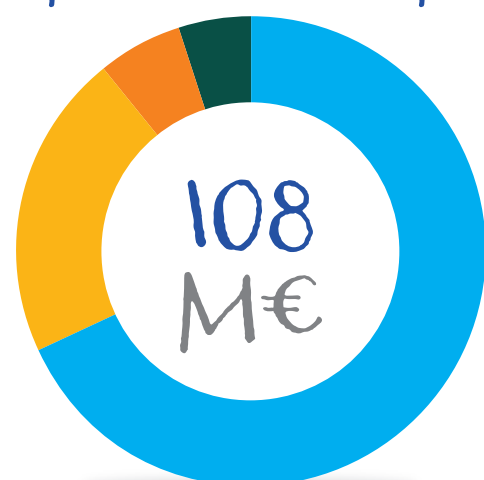


# Nos résultats 2024

Malgré la diminution des collectes pour répondre aux crises d'urgence en 2024 (inférieur à 5M€ pour la 1ère fois depuis 2019), la collecte de ressources non affectées poursuit sa progression (+11% vs 2023). Ces ressources, flexibles et prévisibles, permettent à l'UNICEF d'intervenir là où les besoins sont les plus importants, sans restriction géographique ou thématique. Enfin, L'UNICEF France se classe au 5ème rang des plus importants contributeurs de ressources non affectées parmi l'ensemble des 33 comités nationaux : un signe fort de l'engagement du Comité français à considérer la conduite de son mandat pour chaque enfant dans sa globalité et dans chaque territoire où nos équipes sont présentes.

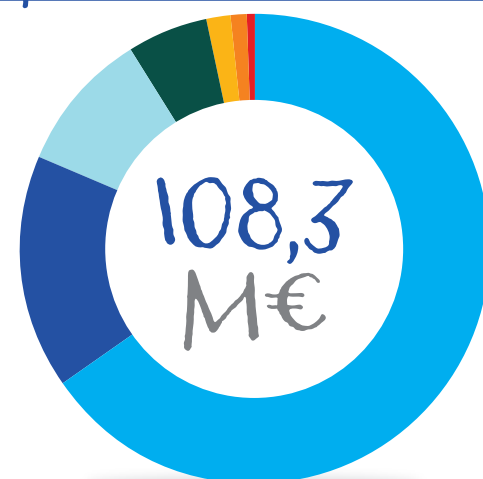
C'est grâce à la générosité de plus de 475 000 donateurs particuliers combinée aux 100 entreprises partenaires que l'UNICEF France a pu reverser 73.7 M€ en 2024 à l'UNICEF International pour ses missions sociales menées dans le monde. Cette générosité a également permis de mener à bien des actions de plaidoyer importantes, afin de défendre et s'assurer du respect des droits des enfants sur le territoire français et de poursuivre ses missions de sensibilisation sur la Convention International des Droits des Enfants (CIDE).

## Répartition des emplois



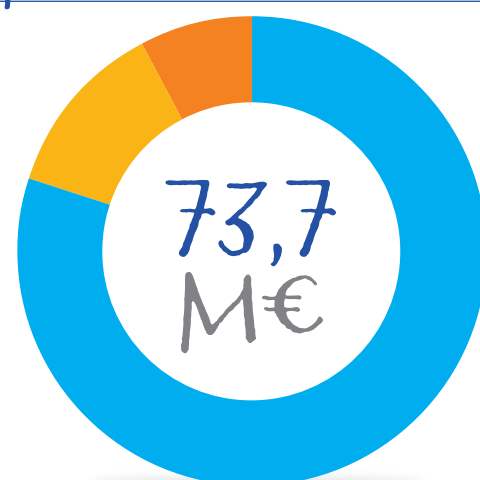
73,7 M€ Missions sociales à l'étranger (contribution à l'UNICEF)  
 22,7 M€ Frais de recherche de fonds  
 6,4 M€ Missions sociales en France  
 5,2 M€ Frais de fonctionnement et autres charges

## Répartition des ressources



70,9 M€ Dons manuels (avec 45,6M€ de PA et 11,4 M€ de collecte digitale)  
 17,3 M€ Legs, donations, assurances-vie  
 10,5 M€ Mécénats  
 6,0 M€ Aides de l'UNICEF international et subventions  
 2,0 M€ Cotisations et autres produits liés à la générosité du public  
 1,2 M€ Ventes et licences  
 0,4 M€ Reprise de provisions

## Répartition des versements



58,9 M€ Financement des projets sélectionnés par l'UNICEF International  
 9,0 M€ Financement des projets sélectionnés par l'UNICEF France  
 5,70 M€ Fonds d'urgences

## À QUOI SERVENT VOS DONS ?

Quand vous donnez  
 100€  
 =  
 79,2  
 financent  
 des missions sociales  
 +  
 16,2  
 sont alloués à la  
 recherche de fonds  
 +  
 4,6  
 couvrent les frais de  
 fonctionnement et  
 autres charges

## Transparence et éthique au cœur de la stratégie de l'UNICEF France



En tant qu'association reconnue d'utilité publique, l'UNICEF France répond aux contrôles réglementaires de son Commissaire aux comptes (Deloitte) et de la Cour des comptes. Dans une démarche d'amélioration continue, l'UNICEF France travaille de concert avec un large panel de partenaires comme le Comité de la Charte (Don en Confiance) ou encore un expert fiscaliste (Ernst & Young) ainsi qu'avec les équipes financières de l'UNICEF à Genève.

Les travaux menés par l'unité d'audit interne de l'UNICEF France, et le Comité d'audit, gouvernance et éthique (CAGE), garant du respect de la charte éthique de l'UNICEF France, consolident cet engagement et notre exigence envers la traçabilité des fonds et la transparence.

La politique de gestion et de contrôle des achats a été renforcée en 2024, notamment sur la lutte anti-fraude. Toujours dans un objectif de transparence et d'éthique, l'UNICEF France a fait le choix d'aller plus loin en formalisant une politique d'achats dédiée à la responsabilité sociétale des organisations.

Par ailleurs, grâce aux avancées technologiques récentes, l'évolution des outils de suivi internes a contribué à faciliter les prises de décisions éclairées des instances de gouvernance, assurant ainsi une agilité devenue indispensable. La formation des administrateurs de l'UNICEF France a également permis de renforcer cette dynamique positive.



# Une réorganisation interne sous **le signe des synergies**

L'année 2024 a été marquée par la création d'une nouvelle direction. Les services juridiques, finances et informatiques ont été rapprochés avec les services ressources humaines et environnement de travail et immobilier. La Direction Gestion Support Conseil (DGSC), née de cette union, est une réorganisation aux multiples bénéfices. Elle permet davantage de synergies au sein des services supports et renforce leur collaboration.

En outre, cette nouvelle organisation permet d'équilibrer l'expertise et le conseil aux missions de contrôles, facilite la prévention des risques et offre un meilleur soutien auprès des directions opérationnelles et du réseau bénévole.

## Cybersécurité : Déploiement d'actions mises pour protéger nos systèmes d'information en 2024



La cybersécurité est devenue, au fil des années, un enjeu majeur pour les entreprises et les organisations. En 2024, les menaces informatiques sont de plus en plus sophistiquées et visent des cibles variées, allant des données sensibles des utilisateurs aux infrastructures critiques. Face à cette réalité, l'UNICEF France a pris conscience de l'importance de protéger ses systèmes d'information et ses données contre toute tentative de piratage ou de vulnérabilité.

C'est dans cette optique que, cette année, notre Service Informatique a mis en place plusieurs actions stratégiques pour renforcer notre défense contre les cyberattaques.

**Alexandra GUTTON**, Responsable des systèmes d'information

### Rédaction d'une Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI)

Ce document stratégique sera notre référence en matière de sécurité. Il définit de manière claire et précise les règles, les principes et les responsabilités concernant la gestion de la sécurité des systèmes d'information au sein de notre entreprise.

### Formations à la Cybersécurité pour nos Collaborateurs



En 2024, nous avons lancé la première session de formation à la cybersécurité, visant à éduquer nos salariés et bénévoles sur les menaces actuelles et les bonnes pratiques à adopter pour éviter de devenir la cible d'attaques.

### Mise en place de l'authentification multi-facteur (MFA) pour tous les salariés

Cette mesure vise à renforcer la vérification des identités des utilisateurs lorsqu'ils se connectent aux ressources internes de l'entreprise.

### Déploiement d'un service de supervision de sécurité (SOC)

Le SOC est un centre de surveillance dédié qui permet de détecter, d'analyser et de répondre en temps réel aux incidents de sécurité potentiels.

En complément de la détection, le SOC s'assure également de la gestion des incidents de sécurité. Cette vigilance constante est essentielle pour garantir la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité de nos systèmes.

### Audit cybersécurité

L'objectif de cet audit était d'identifier les éventuelles vulnérabilités et les points d'amélioration dans nos systèmes de sécurité.

Les actions réalisées cette année sont une première étape dans la mise en place d'une approche globale et pérenne de la cybersécurité, permettant à notre organisation de continuer à évoluer dans un environnement sécurisé.

# Déploiement du plan d'action de **notre démarche RSO**

Initiée au cours de l'année 2023, la démarche de Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO) s'est formalisée début 2024 avec la création d'un plan d'actions comprenant trois grands piliers : Droits de l'homme et de l'enfant, changement climatique, et gouvernance et leadership. Réalisé avec l'aide de parties prenantes clefs qui ont été interrogées par entretiens qualitatifs ou quantitatifs, notre politique RSO se veut riche et participative.

Nous souhaitons faire de la stratégie RSO une démarche intégrée au sein de l'organisation. Pour atteindre cet objectif, plusieurs actions structurantes ont été mises en place. Afin d'intégrer automatiquement la dimension RSO à l'ensemble des expertises métiers de notre organisation, nous avons ajouté des objectifs RSO obligatoires notés au cours des entretiens annuels d'évaluation pour chaque collaborateur et collaboratrice.

La création de 3 kits d'engagement permet de diffuser une culture RSO et de sensibiliser les salariés sur des

sujets fondamentaux comme la transition vers le zéro papier, l'évènementiel responsable, le choix de prestataires de l'économie sociale et solidaire.

Cette année a été riche en projets et nouveautés :

- Ateliers de mobilité durable
- Création d'un accélérateur sur la RSO en partenariat avec le Global Compact
- Accord avec la Ressourcerie créative pour le recyclage et la revalorisation de certains biens mobiliers,
- Sensibilisation au handicap avec des ateliers immersifs,
- Amorce d'une politique du numérique responsable.

La stratégie RSO, est désormais pleinement intégrée à la gouvernance. L'ensemble de ces évolutions constitue une base solide pour accompagner durablement les ambitions de l'organisation.





# 2025 : Une ambition renouvelée dans un monde en crise

L'année 2025 marque une étape charnière pour l'UNICEF France : elle clôt un cycle stratégique entamé en 2022 et ouvre la voie à une nouvelle ambition à l'horizon 2030, en lien avec la réalisation des Objectifs de développement durable... qui semblent de moins en moins atteignables, plus on s'en approche.

Dans un monde profondément secoué par des crises prolongées, des conflits et un recul de la solidarité internationale, notre engagement pour les droits de l'enfant prend une résonance encore plus forte.

Partout, les droits fondamentaux des enfants sont menacés : par les effets du changement climatique, par la montée des inégalités, par l'affaiblissement des systèmes de protection, et par la baisse historique des financements publics.



En France aussi, les tensions politiques, économiques et sociales pèsent lourdement sur les plus vulnérables, en particulier dans les territoires d'Outre-mer.

Dans ce contexte, l'UNICEF France affirme quatre priorités structurantes pour l'avenir :

- Soutenir l'action internationale de l'UNICEF, avec souplesse et réactivité et en intégrant pleinement les enjeux climatiques et les possibilités de recours à des financements innovants.
- Renforcer notre action en France, à travers un plaidoyer ambitieux, le développement de partenariats,

un ancrage territorial renforcé et la promotion active de la participation des enfants et des jeunes, en travaillant main dans la main avec les collectivités territoriales et les établissements scolaires.

- Mobiliser plus largement la société, en innovant dans les formes d'engagement, en consolidant la générosité privée et en agissant aux côtés d'un réseau diversifié d'acteurs publics, associatifs et privés.
- Mettre en lumière l'impact concret de nos actions, en valorisant les résultats obtenus, les données recueillies et les réussites sur le terrain.

## Les défis sont immenses...

Jamais autant d'enfants dans le monde n'ont été exposés à la violence, à la pauvreté, à l'exclusion et aux conséquences directes du dérèglement climatique. Les désengagements internationaux, notamment en matière d'aide publique au développement ou d'engagements environnementaux, affaiblissent les solidarités mondiales.

En France, les difficultés sociales croissantes et les reculs sur certaines politiques publiques rendent notre action plus nécessaire que jamais. Les outils numériques et l'intelligence artificielle ouvrent de nouvelles perspec-

tives, mais soulèvent aussi des questions éthiques et sociales majeures.

Dans ce contexte, l'UNICEF France continuera de porter haut une approche fondée sur les droits de l'enfant, guidée par la rigueur, l'impact et la mobilisation collective. Notre capacité à agir ensemble, à rassembler et à faire entendre la voix des enfants sera la clé de notre réussite.

Parce que l'avenir ne peut pas s'écrire sans respecter les droits de chaque enfant.



**Jamais autant d'enfants dans le monde n'ont été exposés à la violence, à la pauvreté, à l'exclusion et aux conséquences directes du dérèglement climatique.**

Ann AVRIL, Directrice générale de l'UNICEF France







**Directrice de la publication**  
Adeline Hazan

**Direction éditoriale  
et iconographique**

**Direction de la communication  
de l'UNICEF France**  
Karine Guldemann  
Louise Lambert-Muyard  
Marie Caballina

**Conception graphique**  
David IGLESIAS (BadyChurch)  
d.iglesias@badychurch.com

**Secrétariat de rédaction**  
Catherine Biros

**Crédits photos**  
4<sup>e</sup> de couverture  
© UNICEF

**Impression**  
Imprimerie Solidaire






## CHIFFRES CLÉS

unicef 

pour chaque enfant

 476 782  
donateurs

400 000  
participants aux  
événements  
locaux

300 000  
enfants  
sensibilisés

5 000  
adhérents

300  
Villes amies  
des enfants  
représentant  
3,5 millions  
d'enfants

130  
implantations  
locales

 2  
Comités  
territoriaux

17  
 programmes  
soutenus par  
l'UNICEF France



### UNICEF France

3, rue Duguay-Trouin - 75282 Paris cedex 06  
+ 33 (0)1 44 39 77 77 - [contact@unicef.fr](mailto:contact@unicef.fr)



UNICEF.France



[unicef\\_france](https://www.instagram.com/unicef_france)



[UNICEF\\_France](https://twitter.com/UNICEF_France)



[unicef.fr](https://www.tiktok.com/unicef.fr)